

Cadre réservé à la plateforme d'accès à la
nationalité française – Date d'arrivée du dossier



N°15562*03

Ministère de l'intérieur

Coller ici votre
photo d'identité

FORMULAIRE EN VUE DE SOUSCRIRE UNE DECLARATION DE NATIONALITE A RAISON DE LA QUALITE DE FRERE OU SOEUR DE FRANÇAIS

(article 21-13-2 du code civil)

A REMPLIR LISIBLEMENT EN LETTRES CAPITALES en deux exemplaires

DEMANDEUR

Nom :
Prénom(s) :
Date de naissance :
Sexe : Masculin ☐ Féminin ☐
Lieu de naissance (ville, pays) :
.....

Nom du père :
Prénom(s) du père :
Date de naissance :
Lieu de naissance (ville, pays) :
.....

Nom de la mère :
Prénom(s) de la mère :
Date de naissance :
Lieu de naissance (ville, pays) :
.....

FRERE OU SOEUR FRANÇAIS

Nom :
Prénom(s) :
Date de naissance :
Sexe : Masculin ☐ Féminin ☐
Lieu de naissance (ville, pays) :
.....

Nom du père :
Prénom(s) du père :
Date de naissance :
Lieu de naissance (ville, pays) :
.....

Nom de la mère :
Prénom(s) de la mère :
Date de naissance :
Lieu de naissance (ville, pays) :
.....

Adresse du demandeur :

.....

Bâtiment..... Escalier.....
.Etage.....

Code postal..... Ville

.....

Téléphone : Courriel :

.....@.....

Date d'entrée en France :

SITUATION FAMILIALE ACTUELLE

Célibataire ☐ Vie maritale ☐ Divorcé (e) ☐ Veuf(ve) ☐
 Pacte civil de solidarité ☐ Date et lieu d'enregistrement
 Marié(e) ☐ Date et lieu du mariage
 Séparé(e) légalement ☐ Séparé de fait ☐ Date de séparation

ETAT CIVIL DU CONJOINT

Nom : Prénom(s) :
 Date de naissance : Lieu de naissance (ville, pays) :
 Nationalité :
 Adresse (s'il ne réside pas avec vous) :

UNIONS ANTERIEURES (Mariage ou pacte-civil de solidarité – PACS)

Si OUI, veuillez remplir la rubrique ci-dessous, **si NON** cocher cette case ☐

Mariage antérieur ou PACS	Nom et prénoms du conjoint ou du partenaire	Date et lieu du mariage ou du PACS	Date et lieu du divorce ou de la dissolution du PACS	Date de décès du conjoint ou du partenaire
1 ^{ère} union				
2 ^{ème} union				
3 ^{ème} union				

ENFANTS MINEURS VIVANT EN FRANCE OU A L'ETRANGER, ISSUS DE VOTRE UNION/RELATION ACTUELLE OU D'UNE UNION/RELATION ANTERIEURE. Vos enfants mineurs étrangers vivant avec vous deviendront Français en même temps que vous si vous avez joint à votre dossier leur acte de naissance ainsi que le justificatif de leur résidence avec vous. Si vous manquez de place, veuillez mentionner vos autres enfants sur papier libre et l'agrafer à ce formulaire.

1 Nom – prénoms : Date de naissance :
 Lieu de naissance (ville, pays) : Est-il issu de votre union/relation actuelle ? OUI ☐ NON ☐
 Nationalité française OUI ☐ NON ☐
 Adresse (s'il ne reside pas avec vous) :

2 Nom – prénoms : Date de naissance :
 Lieu de naissance (ville, pays) : Est-il issu de votre union/relation actuelle ? OUI ☐ NON ☐
 Nationalité française OUI ☐ NON ☐
 Adresse (s'il ne reside pas avec vous) :

3 Nom – prénoms : Date de naissance :
 Lieu de naissance (ville, pays) : Est-il issu de votre union/relation actuelle ? OUI ☐ NON ☐
 Nationalité française OUI ☐ NON ☐
 Adresse (s'il ne reside pas avec vous) :

4 Nom – prénoms : Date de naissance :
 Lieu de naissance (ville, pays) : Est-il issu de votre union/relation actuelle ? OUI ☐ NON ☐
 Nationalité française OUI ☐ NON ☐
 Adresse (s'il ne reside pas avec vous) :

5 Nom – prénoms : Date de naissance :
 Lieu de naissance (ville, pays) : Est-il issu de votre union/relation actuelle ? OUI ☐ NON ☐
 Nationalité française OUI ☐ NON ☐
 Adresse (s'il ne reside pas avec vous) :

6 Nom – prénoms :	Date de naissance :
Lieu de naissance (ville, pays) :	Est-il issu de votre union/relation actuelle ? OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
Nationalité française OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	
Adresse (s'il ne reside pas avec vous) :	
7 Nom – prénoms :	Date de naissance :
Lieu de naissance (ville, pays) :	Est-il issu de votre union/relation actuelle ? OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
Nationalité française OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	
Adresse (s'il ne reside pas avec vous) :	
8 Nom – prénoms :	Date de naissance :
Lieu de naissance (ville, pays) :	Est-il issu de votre union/relation actuelle ? OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
Nationalité française OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	
Adresse (s'il ne reside pas avec vous) :	
9 Nom – prénoms :	Date de naissance :
Lieu de naissance (ville, pays) :	Est-il issu de votre union/relation actuelle ? OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
Nationalité française OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	
Adresse (s'il ne reside pas avec vous) :	
10 Nom – prénoms :	Date de naissance :
Lieu de naissance (ville, pays) :	Est-il issu de votre union/relation actuelle ? OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
Nationalité française OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	
Adresse (s'il ne reside pas avec vous) :	

Si vous sollicitez une francisation et/ou une identification, veuillez remplir l'imprimé de demande de francisation /identification ; si vous souhaitez faire une déclaration de changement de nom pour vos enfants mineurs, veuillez vous référer préalablement aux conditions sur le site.service-public.fr, rubrique particuliers/ changement de nom, puis remplir l'imprimé correspondant.

☐ **J'atteste sur l'honneur avoir pris connaissance que ces données feront l'objet d'un traitement automatisé, que l'administration peut procéder à des vérifications auprès des services et organismes habilités, et que je peux également être convoqué par l'administration à des fins de contrôle.**

Fait à le

Signature du demandeur

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment les articles 116 et 119, le demandeur à l'accès à la nationalité française peut accéder aux informations nominatives le concernant et les faire rectifier ou supprimer le cas échéant en s'adressant à la sous-direction de l'accès à la nationalité française-12 rue Francis le Carval-44 404 REZE Cedex.

Article 116

I.-La personne auprès de laquelle sont recueillies des données à caractère personnel la concernant est informée, sauf si elle l'a été au préalable, par le responsable de traitement ou son représentant :

- 1° De l'identité du responsable du traitement et, le cas échéant, de celle de son représentant ;
- 2° De la finalité poursuivie par le traitement auquel les données sont destinées ;
- 3° Du caractère obligatoire ou facultatif des réponses ;
- 4° Des conséquences éventuelles, à son égard, d'un défaut de réponse ;
- 5° Des destinataires ou catégories de destinataires des données ;
- 6° Des droits qu'elle tient des dispositions des articles 117 à 120 ;
- 7° Le cas échéant, des transferts de données à caractère personnel envisagés à destination d'un Etat non membre de l'Union européenne ;
- 8° De la durée de conservation des catégories de données traitées ou, en cas d'impossibilité, des critères utilisés permettant de déterminer cette durée.

II.-Lorsque les données à caractère personnel n'ont pas été recueillies auprès de la personne concernée, le responsable de traitement ou son représentant doit fournir à cette dernière les informations énumérées au I dès l'enregistrement des données ou, si une communication des données à des tiers est envisagée, au plus tard lors de la première communication des données.

Lorsque les données à caractère personnel ont été initialement recueillies pour un autre objet, les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas lorsque la personne concernée est déjà informée ou quand son information se révèle impossible ou exige des efforts disproportionnés par rapport à l'intérêt de la démarche.

III.-Les dispositions du I ne s'appliquent pas aux données recueillies dans les conditions prévues au II dans la mesure où une telle limitation est nécessaire au respect des fins poursuivies par le traitement.

Article 119

I.-Par dérogation à l'article 118, lorsque le traitement est susceptible de comprendre des informations dont la communication ne mettrait pas en cause les fins qui lui sont assignées, l'acte réglementaire autorisant le traitement peut prévoir que les droits d'accès, de rectification et d'effacement peuvent être exercés par la personne concernée auprès du responsable de traitement directement saisi dans les conditions prévues aux II à III du présent article.

II.-La personne concernée justifiant de son identité a le droit d'obtenir :

- 1° La confirmation que des données à caractère personnel la concernant font ou ne font pas l'objet de ce traitement ;
 - 2° Des informations relatives aux finalités du traitement, aux catégories de données à caractère personnel traitées et aux destinataires ou aux catégories de destinataires auxquels les données sont communiquées ;
 - 3° Le cas échéant, des informations relatives aux transferts de données à caractère personnel envisagés à destination d'un Etat non membre de l'Union européenne
 - 4° La communication, sous une forme accessible, des données à caractère personnel qui la concernent ainsi que de toute information disponible quant à l'origine de celles-ci ;
 - 5° Les informations permettant de connaître et de contester la logique qui sous-tend le traitement automatisé en cas de décision prise sur le fondement de celui-ci et produisant des effets juridiques à l'égard de l'intéressé.
- Les demandes manifestement abusives, notamment par leur nombre, leur caractère répétitif ou systématique peuvent être rejetées.

III.-La personne concernée justifiant de son identité peut également exiger du responsable d'un traitement que soient, selon les cas, rectifiées, complétées, mises à jour, verrouillées ou effacées les données à caractère personnel la concernant, qui sont inexactes, incomplètes, équivoques, périmées, ou dont la collecte, l'utilisation, la communication ou la conservation est interdite.

Lorsque l'intéressé en fait la demande, le responsable de traitement doit justifier, sans frais pour le demandeur, qu'il a procédé aux opérations exigées.

En cas de contestation, la charge de la preuve incombe au responsable de traitement auprès duquel est exercé le droit d'accès sauf lorsqu'il est établi que les données contestées ont été communiquées par l'intéressé ou avec son accord.

Si une donnée a été transmise à un tiers, le responsable du traitement doit accomplir les diligences utiles afin de lui notifier les opérations qu'il a effectuées conformément au premier alinéa du III.